

«Il n'y a pas besoin d'une majorité linguistique pour gérer le pays»

Si Gérard Deprez ne nous dit pas si le MR doit aller seul au gouvernement fédéral, l'ancien président du PSC reconverti libéral juge que la N-VA est une des causes du blocage politique.

EXPRESS

«Dès que vous êtes dans la gestion du socio-économique, il n'y a pas besoin d'une majorité dans chaque groupe linguistique.»

«Que l'on m'explique quelles sont les valeurs communes entre les libéraux et les nationalistes flamands. Je ne souhaitais pas les voir dans le groupe européen.»

«José Manuel Barroso n'a pas commis de grandes erreurs, mais je pense qu'il a manqué de vision et de détermination.»

INTERVIEW

OLIVIER GOSSET

FRANÇOIS-XAVIER LEFÈVRE

Inutile de lui tirer les vers du nez. D'ordinaire volubile et habitué au franc-parler, l'eurodéputé libéral Gérard Deprez se garde bien aujourd'hui de jeter de l'huile sur le feu des négociations politiques. Résultat? Avec ses non-dits et ses «pas de commentaires», l'interview accordée vendredi matin par ce proche de l'informateur Charles Michel (MR) et cet ancien président du PSC s'apparente à une partie de poker. Surtout ne pas laisser son adversaire politique lire dans son jeu. La tension est palpable.

Le MR doit-il tenter seul l'aventure au Fédéral?

Je ne répondrai pas à cette question. On est au stade dans lequel il y a un informateur qui est le président du MR et qui essaie d'identifier parmi toutes les possibilités si une coalition peut voir le jour. Je ne vais donc pas faire une déclaration qui prédétermine une formule ou une autre. Si on ne peut pas contester que la N-VA et le MR sortent vainqueurs du scrutin et donc renforcés, des événements ont provoqué des décharges d'adrénaline chez certains partenaires. Les relations politiques et les relations personnelles se sont fort tendues. Je m'interdis pour l'instant d'émettre des pro-

nostics. Le moment est important. Il ne faut pas envoyer un message en disant que des partenaires sont exclus.

Mais dans l'absolu, serait-ce kamikaze de la part du MR d'être le seul parti francophone au sein du gouvernement fédéral?

Je ne me prononce pas sur la formule mais dans le système belge, le système des doubles majorités dans les groupes linguistiques ne porte que sur certains enjeux qui sont pour l'essentiel institutionnels. Dès que vous êtes dans la gestion du socio-économique, il n'y a pas besoin d'une majorité dans chaque groupe linguistique. Il faut également rappeler que les Flamands n'avaient pas la majorité sous le gouvernement précédent.

Si je vous comprends bien, que ce parti francophone s'appelle MR, PS ou cdH, les intérêts du sud du pays seront défendus?

Les intérêts flamands ont-ils été moins bien défendus sous le gouvernement précédent?

Selon vous, qui a la clé pour déverrouiller les négociations?

Tout le monde... Si vous faites l'inventaire de toutes les possibilités, chaque formation politique démocratique peut être un élément clé en disant oui ou non.

Le cdH a pourtant affirmé il y a quelques jours qu'il refuserait de discuter avec la N-VA.

Je ne commente pas.

Vous ne commentez pas grand-chose...

L'informateur est dans une mission délicate. Tous les mots que je peux prononcer sont susceptibles d'être interprétés comme si j'étais quelqu'un d'influent par rapport à lui. Je suis d'une prudence de Sioux parce que je veux lui donner la liberté d'explorer toutes les pistes.

Pendant la campagne, Charles Michel a dit que le MR refuserait de gouverner avec la N-VA. Cette déclaration n'enlève-t-elle pas la piste de la coalition de droite?

Si vous permettez, il me semble que les choses n'ont pas été dites de cette manière-là et je pense que ma mémoire est fidèle. Pendant la campagne électorale, Didier Reynders, et plus tard Charles Michel, ont dit qu'il était hors de question que la N-VA entre

dans un gouvernement bruxellois. La position de la N-VA est de nier la Région bruxelloise et d'en faire une ville cogérée par les deux grandes communautés.

En ce qui concerne la participation de la N-VA dans un gouvernement fédéral, les mots qui ont été employés par Charles Michel sont: «Si nous avons la main, nous ferons l'impossible pour qu'il ne soit pas nécessaire de prendre la N-VA».

«Si le MR a la main», dites-vous... N'est-ce pas le cas aujourd'hui? Votre président Charles Michel est l'informateur.

La responsabilité de Charles Michel est la responsabilité de Charles Michel. Il en est juge.

Et vous, qu'en pensez-vous?

Je ne vous le dirai pas puisque j'ai pris l'option de ne pas créer la moindre difficulté.

Les partis francophones ne se sont-ils pas enfermés dans un schéma impossible en refusant de discuter avec la N-VA? Tôt ou tard, il faudra bien avoir une discussion avec ce parti.

En traitant les Wallons de junkies pendant sa campagne, c'est la N-VA qui a créé le plus de difficultés par rapport aux partis francophones.

Pour que la N-VA devienne demain un parti acceptable aux yeux des francophones, ne devrait-elle pas tout simplement retirer l'article 1 de ses statuts qui prône l'indépendance de la Flandre?

Je ne suis pas le porte-parole des francophones.

Et que peut dire Monsieur Deprez?

Du côté francophone, la quasi-totalité des forces politiques démocratiques sont pour une organisation fédérale de l'État. Du côté flamand, on prône un modèle confédéral. La N-VA est la force politique leader de cette tendance confédérale.

En disant cela, vous visez également les autres partis flamands.

Oui, il y en a d'autres qui partagent cette conception. Il y a eu des évolutions diverses en Flandre. Des partis fédéralistes sont devenus confédéralistes et d'autres sont devenus

fédéralistes comme l'Open VLD.

Ne faudrait-il pas à un moment donné remettre en cause le système électoral à la proportionnelle?

Il faudrait démontrer que ces blocages sont issus du système électoral. Si vous avez demain dans le nord du pays un système majoritaire qui vous donne une majorité de droite et dans le sud du pays un système majoritaire qui vous donne une majorité de gauche, pensez-vous que la mise en place d'un gouvernement fédéral sera plus facile?

Il n'y a pas un système électoral qui apporte une solution au problème institutionnel. Pendant une dizaine d'années, les partis flamands ont été demandeurs d'une réforme de l'état et pendant dix ans, les partis francophones ont dit non. C'est cela qui a tout bloqué en 2010. La crise aujourd'hui ne sera pas aussi longue mais cela va encore prendre du temps.

Vous n'avez pas répondu à la question. Tout ne serait-il pas plus simple si la N-VA retirait son article 1^{er}?

Peut-on demander à l'Église catholique de renoncer à l'existence de Dieu? Si vous constituez un parti politique en vue d'un objectif déterminé et que vous supprimez cet objectif, vous changez de parti politique.

Mais est-ce uniquement cet article 1^{er} qui freine les francophones?

Ce n'est pas mon analyse. Ce n'est pas seulement ça et pas d'abord ça pour certains partis francophones. Mais je n'en dirai pas plus.

Au niveau européen, cela vous aurait-il embêté de siéger avec la N-VA dans le même groupe politique?

Oui, radicalement. Un groupe politique réunit des gens par affinités et en fonction de

mêmes valeurs. Que l'on m'explique quelles sont les valeurs communes entre les libéraux et les nationalistes flamands, d'autant que les députés de la NV-A sont allés dans le groupe des Conservateurs (ECR, NDLR).

Sur le plan économique, il y a toutefois des convergences?

Oui, mais la construction européenne, ce n'est pas une construction idéologique pour faire une seule politique déterminée. Ils ont

choisi un modèle d'intégration européenne qui n'a rien à voir avec le modèle d'intégration de type fédéral que l'on défend au sein de notre groupe.

Ils n'ont jamais dit qu'ils étaient contre ce modèle...

Rejoindre le groupe ECR, avec les conservateurs britanniques et des eurosceptiques, et dire que l'on est en faveur d'un renforcement de l'intégration européenne, c'est quand même assez contestable comme démarche.

Que pensez-vous du président désigné de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker?

Je le connais depuis longtemps et je l'ai toujours apprécié, car il a un langage très clair, très direct et des convictions très nettes, même s'il a dû devenir plus prudent avec ses hautes responsabilités.

C'est un Européen convaincu. Un chrétien-démocrate convaincu. Avec une très forte dimension sociale.

Certains socialistes disent qu'ils ne voteront peut-être pas pour lui...

Pour le vote en plénière dans quinze jours, je pense que ce n'était pas la peine de faire tout ce que le Parlement a décidé de faire – c'est-à-dire de proposer une figure emblématique pour la présidence de la Commis-

sion pendant la campagne électorale, puis demander au Conseil européen, avec une pression maximale, de proposer Juncker comme candidat – et puis de le renvoyer. Cela n'aurait pas de sens.

Nous aurions pu également émettre des réserves sur la candidature de Martin Schulz. Or, le groupe libéral a voté sans états d'âme pour lui. Nous avons eu un pacte de majorité au Parlement européen entre chrétiens-démocrates, socialistes et le groupe libéral. Ce pacte de majorité ne doit pas être uniquement un pacte de répartition des postes. Cela doit être un véritable contrat de législation.

Quel bilan faites-vous des deux mandats de José Manuel Barroso?

Disons que je n'ai pas été fasciné par José Manuel Barroso. Je ne pense pas qu'il ait commis de grandes erreurs, mais je pense qu'il a manqué de vision et de détermination. Il a fonctionné davantage comme quelqu'un qui donne le prolongement opérationnel aux orientations qui se dégagent au niveau du Conseil européen, plutôt que comme quelqu'un qui définit les enjeux et le cap. Je pense que si on compare avec Delors, on a la réponse, mais c'est cruel, parce les circonstances sont différentes.

Et Herman Van Rompuy?

Herman Van Rompuy n'a pas du tout le même type de pouvoir. Il n'est pas dans la même situation. C'est là toute l'ambiguïté du travail qu'il exerce.

Il n'est pas le président du Conseil européen comme François Hollande est le président de la France. Il n'est pas le patron d'un exécutif. Il est simplement le «chairman» du Conseil. C'est un rôle extraordinairement ingrat, qu'il a exercé «à la Van Rompuy», c'est-à-dire avec discrétion, subtilité et sans vagues. Herman n'est pas l'homme des ruptures.